

# CARNET COLLÉGIAL

MAI 2010

# 9

**fneeq**   
Fédération nationale  
des enseignantes et  
des enseignants  
du Québec

Dans ce numéro

**Parlons mobilisations**

**L'évaluation de l'enseignement**

**Les cégépiens entrent en guerre  
contre Harper**

**Le monde de l'éducation  
a rendez-vous en Palestine**

ATTENTION ENTREE

**Travaux à  
corriger**

**Travaux à  
corriger**

**corriger**

**Travaux à  
corriger**





PHOTO: MICHEL GIBODA

# L'ENSEIGNEMENT, MISSION PRINCIPALE DES CÉGÉPS

Aussi incroyable que cela puisse paraître, aucunes ressources enseignantes n'ont été investies dans le réseau collégial depuis 20 ans. Est-ce pour cette raison que la ministre de l'Éducation veut amender la *Loi des collèges* pour préciser que l'enseignement est la mission principale des cégeps ?

Pourtant, depuis deux décennies, la tâche d'enseignement s'est alourdie considérablement. Je n'ai pas dit « a évolué », j'ai bien dit « s'est alourdie ». Les facteurs de cet alourdissement sont connus et bien documentés : la réforme, l'évolution des savoirs et des technologies, la baisse des critères d'admission, l'accès accru aux études supérieures de jeunes ayant des problèmes d'apprentissage ou de santé mentale, pour n'en nommer que quelques-uns.

L'évolution du réseau collégial doit se faire à coût zéro, c'est ce que, sans relâche, nous entendons depuis 20 ans. Sauf que le ministère, par des modifications de ses annexes budgétaires, a parallèlement réduit le nombre d'enseignantes et d'enseignants dans le

réseau. Ce dernier a ainsi perdu par exemple environ 180 ETC par année, à la suite de la modification de la date de lecture des effectifs étudiants, qui sert à déterminer le nombre d'enseignantes et d'enseignants qui seront alloués à chaque collège. Ou encore, par la décentralisation des coûts de convention collective pour les remplacements de courte durée, ce qui a réduit d'environ 80 les ETC disponibles pour les enseignements. À coût zéro : non, en-deçà du coût zéro !

Ajoutons que le financement des enseignantes et des enseignants se fait selon un calcul qui mène nécessairement au sous-financement des programmes ayant peu d'étudiantes ou d'étudiants, ce qui augmente d'autant la tâche des professeurs.

Enfin, les sommes d'argent provenant des transferts fédéraux ont servi à engager des enseignantes et des enseignants pour une portion de 10 %, sans création de postes, alors que les enseignements comptent pour environ 70 % des budgets des cégeps. Disproportion énorme !

Bref, après avoir fait toutes les démonstrations possibles de cet alour-

dissement de notre tâche, après être intervenu partout où nous le pouvions pour faire valoir l'importance des conditions d'enseignement, qui sont aussi les conditions d'apprentissage des jeunes, force est de constater qu'on fait la sourde oreille au ministère. Maintenant, celui-ci nous force à envisager d'autres moyens pour le convaincre, avec nos administrations locales, que l'enseignement est la mission principale des cégeps.

La négociation actuelle est déterminante pour affirmer l'importance de l'enseignement collégial, pour en assurer la qualité, pour contrer tout exode des étudiantes et des étudiants vers un système privé parallèle qui serait mieux financé. L'amélioration de nos conditions d'enseignement, c'est aussi celle de la qualité de la formation que nous dispensons et ultimement, c'est l'accès à un réseau public gratuit des cégeps que nous défendons.

**Micheline Thibodeau**  
Vice-présidente de la FNEEQ

## SOMMAIRE

- 3 Parlons mobilisations
- 5 L'évaluation de l'enseignement
- 9 Les cégépiens entrent en guerre contre Harper
- 10 Le monde de l'éducation a rendez-vous en Palestine
- 11 Nouvelles en bref

**CARNET COLLÉGIAL** est une publication de la Fédération des enseignantes et des enseignants du Québec. La FNEEQ-CSN représente près de 27 000 membres dans les cégeps, les établissements privés et les universités. Au Québec, elle est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur.

Comité de rédaction : Yves de Repentigny, Micheline Thibodeau, Jean Trudelle et France Désaulniers  
• Révision : Ariane Bilodeau • Photo de la couverture : Bruce Toombs • Graphisme : Brunel Design • Impression : Gibraltar • Tirage : 11 000 exemplaires • Dépôt légal : Bibliothèque et archives du Québec, Bibliothèque et archives du Canada. ISBN-13 : 978-2-923606-20-0 • Cette publication est imprimée sur du papier fait de fibres recyclées postconsommation.

### FNEEQ-CSN

1601, avenue De Lorimier,  
Montréal (Québec) H2K 4M5  
Tél. : 514 598-2241 | Téléc. : 514 598-2190  
fneeq.reception@csn.qc.ca | www.fneeq.qc.ca



**Sources mixtes**  
Groupe de produits issu de forêts bien gérées et d'autres sources contrôlées  
www.fsc.org Cert. no. SW-COC-002081  
© 1996 Forest Stewardship Council

# Parlons mobilisations

**J'ai gardé un souvenir marquant de la manif du Front commun, le 20 mars. Requis à l'avant de la marche, je suis parvenu en première ligne au point d'arrivée et, comme je n'avais pas eu beaucoup de temps pour saluer les membres de nos syndicats, j'ai décidé de rebrousser chemin, de remonter cette marée humaine, en espérant croiser des militantes et des militants de la FNEEQ, facilement reconnaissables à leur fameux foulard vert.**



PHOTO: BRUCE TOOMBS

## **Jean Trudelle** *Président de la FNEEQ*

Dire que j'ai été impressionné serait trop peu. Il n'y avait pas seulement du monde, plein de monde à faire déborder les rues : il y avait surtout de l'énergie, une mobilisation palpable, qui ne se démentait pas une seule seconde le long du trajet. Des kilomètres d'une foule compacte de travailleuses et de travailleurs écœurés de faire les frais de choix politiques de la droite au pouvoir, d'un gouvernement qui n'a d'autre objectif que de brader les services publics.

Des foulards verts, j'en ai croisés plusieurs, et d'autres encore. On n'a

pas pu faire le compte, mais je suis persuadé que tous nos syndicats de cégep y étaient, de l'Abitibi à Chibougamau, de Dawson à Shawinigan.

La FNEEQ a fait depuis 2005 un immense travail de sensibilisation à la réalité de la tâche enseignante et on peut sentir, dans les syndicats, une volonté nette de ne pas laisser passer cette fois le train de la négo.

## **Premier avril 2010**

Lors des premières réunions de la Coalition contre la hausse des tarifs et la privatisation des services publics, j'étais un peu sceptique à l'idée

d'une manif qui viendrait si tôt après celle du Front commun.

Mais à force de discuter avec les autres groupes de la coalition, l'idée a fait son chemin et le comité exécutif de la FNEEQ a choisi de prendre le taureau par les cornes et de lancer à ses syndicats le message que, oui, le printemps 2010, ce serait bien la saison des manif et que le contexte valait qu'on mobilise plusieurs fois !

Les estimations varient, mais on était entre dix et quinze mille personnes à cette manif de la coalition. Des gens de tous horizons, cette fois, avec la rage au cœur du budget régressif présenté par le ministre Bachand deux jours plus tôt. Une énergie brute, l'énergie déjantée des groupes d'étudiantes et d'étudiants, l'énergie solidaire de chômeurs, d'assistés sociaux, de syndiqué-es de tous secteurs.

Et, encore, un joli lot de foulards verts. Avec, toutes et tous, un seul message : c'est assez ! Le budget est un torchon, refaites vos devoirs : on veut la progressivité, Charest, pas la « régressivité » !

## **22 avril 2010**

Il y a eu ensuite quelques rassemblements de moindre ampleur, à Québec, à Saint-Hyacinthe, à Montréal le 22 avril. Les militantes et les militants de groupes différents commencent à se reconnaître. À la demande de plusieurs, la coalition a conçu un



PHOTO - BRUCE TOOMBS

slogan (Halte à Charest !) et un symbole à sa campagne (la main rouge). Sur l'heure du midi, on est moins nombreux bien sûr, mais l'attroupe-ment est tout aussi dynamique, la machine est bien rodée, le message passe.

Puis, plus tranquille peut-être, la manif du 1<sup>er</sup> mai, cette année plus régionale et avec un caractère plus symbolique. N'empêche, on était encore quelques milliers à arpenter les rues de Verdun et à se serrer les coudes sous les bannières.

Il y a, au sein de la population québécoise et dans le mouvement syndical et progressiste, une effervescence, une volonté de bouger bien concrète. Et ce serait une mauvaise lecture des choses que de l'attribuer uniquement

aux retombées d'un Front commun historique. La colère populaire n'est pas celle des seuls travailleurs et travailleuses du secteur public. Malgré le lavage de cerveau qu'imposent les médias écrits sur les finances publiques, la population en général sent bien qu'on est en train de lui en passer quelques-unes. Le budget de Bachand et les odeurs de corruption qui persistent à Québec n'ont rien pour calmer le jeu.

Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec, a eu ce mot lors d'un rassemblement du Front commun à Québec : « J'espère, a-t-elle dit, qu'on se rappellera de 2010 comme de l'année où le vent a tourné ». Pour lui donner raison, les mouvements communautaires, populaires et syndicaux devront trou-

ver le moyen de canaliser cette colère populaire et de lui donner un sens. Le mouvement syndical surtout, qui a les moyens de mettre en place les incontournables que commande une grande mobilisation.



PHOTO - CLÉMENT ALLARD

Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec



PHOTO - BRUCE TOOMBS

Et puis... la plupart des organismes dûment constitués adoptent, en période électorale, une réserve de bon aloi. La chose peut facilement se comprendre, surtout de la part des centrales syndicales. Mais au vu du désolant paysage politique actuel et dans un contexte où les acquis du modèle québécois risquent le saccage, on devrait peut-être songer à sauter un tour et à prendre parti publiquement pour une société québécoise plus solidaire. ■

# L'évaluation de l'enseignement

Madame Huguette Bernard est détentrice d'un doctorat en Mesure et évaluation de l'Université de Montréal (l'enseignement). Elle a été conseillère pédagogique pendant quinze ans à l'Université de Montréal avant d'être professeure à la Faculté des sciences de

l'éducation de la même université. Elle a publié de nombreux articles et a travaillé à la mise en place de systèmes d'évaluation de l'enseignement dans un certain nombre d'établissements d'enseignement universitaires. Elle a été invitée à présenter ses travaux dans différentes universités, tant québécoises que canadiennes et européennes, notamment en Belgique, en France et en Suisse. France Désaulniers l'a rencontrée afin de faire le point sur la question.



PHOTO : FRANCE DÉSALINIERS

**Madame Bernard, à la FNEEQ, nous avons choisi d'orienter l'évaluation vers les enseignements et non vers les personnes, leur rendement ou leur performance, ce qui nous semble incongru en enseignement supérieur. À votre avis, comment l'actualisation d'une telle orientation peut-elle se concrétiser ?**

C'est une question que l'on me pose régulièrement. Est-ce qu'on évalue l'enseignement ou la personne qui enseigne ? Je crois que l'une des premières étapes à franchir lorsqu'il est question d'évaluer l'enseigne-

ment, c'est de définir ce que c'est ! Enseigner est un acte complexe qui comprend plusieurs dimensions : la planification, la prestation, l'évaluation des apprentissages des étudiants et les investissements de l'enseignant. Ce sont ces quatre dimensions qu'on évalue généralement et non la personnalité de l'enseignant. Est-ce qu'on évalue l'enseignante ou l'enseignant dans les cégeps ? Ma réponse, c'est oui, si les instruments d'évaluation comprennent un nombre infini de questions qui tentent d'évaluer tous ses moindres gestes. Mais en faisant cela, on passe à côté, selon moi, du but premier de l'évaluation de l'en-

seignement, c'est-à-dire l'amélioration de la qualité de la formation des étudiantes et des étudiants. Dans les cégeps, à partir du moment où l'on décide que seuls quelques enseignants seront évalués chaque année, on ne favorise ni l'amélioration de l'enseignement, ni sa valorisation.

**Quelle est la différence entre une évaluation formative et une évaluation administrative ? Pourquoi est-il nécessaire de bien les distinguer ?**

L'évaluation formative sert à améliorer certains aspects de l'enseignement jugés plus faibles. Par exemple, l'analyse des résultats des évaluations

# « L'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT EST INUTILE, SI ELLE N'EST PAS SUIVIE D'ACTIONS CONCRÈTES D'AMÉLIORATION ET DE VALORISATION DE L'ENSEIGNEMENT. »

d'un ensemble d'enseignantes et d'enseignants qui donnent le même cours pourra nous indiquer que les exposés sont plutôt « ennuyeux » (selon les étudiantes et les étudiants) ou que les cours sont peu stimulants ou que les évaluations des apprentissages ne portent pas sur des aspects importants. Mais lorsqu'on examine les résultats d'un seul enseignant, on peut détecter ses points forts et ses difficultés, mais on ne saura pas s'il est le seul à éprouver ces difficultés. En examinant les résultats d'un ensemble d'enseignants d'un même programme, c'est l'ensemble de l'enseignement qu'on tente d'améliorer, c'est l'ensemble de la formation des étudiants qu'on cible. Ce que j'essaie de déterminer dans mon approche c'est de cesser de viser l'enseignante ou l'enseignant pris individuellement, mais l'ensemble de la formation des étudiants d'un même programme. L'enseignant n'est pas le seul responsable de la qualité de l'enseignement d'un cégep, les étudiants avec leurs caractéristiques comptent pour beaucoup, les programmes avec leurs spécificités et enfin les administrations avec leurs exigences. Nous avons donc trois partenaires qui devraient travailler ensemble autour de l'amélioration d'un programme et non une seule personne qui doit combler toutes les lacunes d'un établissement.



PHOTO : FRANCE DESAULNIERS

L'évaluation administrative quant à elle vise en principe à reconnaître, à valoriser la qualité de l'enseignement d'un enseignant et non à le « démolir », pardonnez cette expression, mais j'ai vu trop souvent de telles attitudes. L'enseignante ou l'enseignant est rarement perçu comme un héros par ses étudiants, seulement 10 % d'entre eux obtiennent des résultats « outstanding ». La très grande majorité a de bonnes évaluations. Seulement 10 % auront des résultats plus faibles, c'est-à-dire ayant des difficultés sur l'ensemble des énoncés d'un questionnaire. Ce sont eux qu'il faut aider en priorité. Ce sont généralement les nouvelles enseignantes et les nouveaux enseignants qui n'ont aucune expérience et aucune formation en enseignement ou encore ceux qui sont quelque peu fatigués en fin de carrière. Tous les autres peuvent avoir des aspects à améliorer comme je le mentionnais précédemment. Ceux-là pourront s'améliorer s'ils se sentent

appuyés, épaulés, encouragés par leurs collègues et leur administration.

### **Quels sont selon vous les principaux éléments que doit couvrir une évaluation des enseignements ?**

La première étape serait de s'entendre sur ce qu'est un enseignement de qualité. Les enseignants, les étudiants et les administrateurs ont des exigences différentes. La recherche a déjà répondu à cette question. Inutile de réinventer la roue. Centra, Felman, Marsh, Seldin, et bien d'autres parlent des quatre dimensions citées précédemment. Lowman ajoute la stimulation intellectuelle et l'interaction avec les étudiants. Après on décide des instruments qui seront élaborés. Encore une fois, cette étape se fera en collégialité. Faut-il un instrument uniforme ou plusieurs qui s'adapteront aux spécificités des disciplines ? Je répondrai en disant : enseigne-t-on la littérature comme on enseigne

les mathématiques ? Mon expérience m'amène à dire non ! Enseigne-t-on la philosophie comme la biologie ? Non plus.

Apprendre, ce n'est pas facile, ce n'est pas automatique, cela demande de l'effort, de la patience et du temps ! Mon travail d'enseignante, c'est de faire apprendre. Comment m'y prendre ? La conception de l'enseignement, si elle diffère d'une discipline à l'autre, elle diffère aussi en fonction des enseignants, des étudiants et des administrateurs. Les étudiants veulent que cela soit facile. Pour moi, enseigner, c'est stimuler, provoquer, déranger ! Mais c'est aussi être exigeante envers mes étudiants (ce qui ne me vaudra pas nécessairement les plus hautes évaluations !). Il faut arrêter de penser qu'il n'y a qu'une seule façon d'enseigner, que tous les étudiants sont pareils et que l'évaluation de l'enseignement se fait en dix minutes !

On essaie d'évaluer les enseignantes et les enseignants comme on fait une critique de restaurant ou de film ! Le personnel enseignant n'est pas un bien de consommation qui doit plaire au « client ». L'enseignement est un peu plus complexe.

Les administrations collégiales souhaitent avoir un questionnaire unique pour tout le monde. Évidemment, c'est tellement plus facile ! Mais ça ne respecte pas les disciplines et les différentes façons d'enseigner. Certains préfèrent l'enseignement magistral, d'autres mettent l'accent sur l'interaction, d'autres mettent en place des activités d'enseignement plus actives, etc.

Alors, les questionnaires uniformes, à mon avis, finissent par être des questionnaires bâtarde, qui n'ont aucun sens. Bien sûr, il y a des éléments communs. Enseigner, c'est enseigner... mais les questionnaires doivent respecter la discipline enseignée.

Souvent le questionnaire d'évaluation est imposé. Par qui ? Il vient d'où ? Comment a-t-il été construit ? Les administrations sont souvent incapables de répondre à cette question.

De plus, il n'y a pas que le questionnaire destiné aux étudiantes et aux étudiants pour évaluer l'enseignement. La recherche s'est beaucoup développée en ce sens. Il y a des limites à l'évaluation étudiante. Il faut compter sur trois sources d'information : l'étudiant, l'enseignant et les collègues. Les étudiants évaluent principalement la prestation de l'en-

seignant; ce sont les pairs qui sont en mesure d'évaluer la maîtrise de la matière (et non les étudiants), les éléments de la planification des cours, la qualité et la pertinence des évaluations des apprentissages en fonction du programme. Enfin, l'enseignant évalue l'ensemble de son enseignement en rédigeant son dossier d'enseignement (portfolio en enseignement) dans lequel il explique sa philosophie de l'enseignement, ses valeurs, ses approches pédagogiques, ses améliorations, ses investissements, etc. Le dossier d'enseignement est selon moi l'ins-



PHOTO : FRANCE DESAULNIERS

trument idéal pour vérifier le développement professionnel de l'enseignement. La littérature est très abondante sur le sujet.

Une fois les divers instruments d'évaluation correctement élaborés et validés, on passera à l'étape de l'analyse des résultats. Mais pas celle qui existe dans la majorité des établissements d'enseignement supérieur. On a conçu un modèle d'analyse des résultats des évaluations. Prenons l'exemple d'un ensemble de cours évalués dans un programme. L'analyse des résultats consiste à examiner les énoncés évalués positivement afin de reconnaître les réussites en enseignement et

un programme d'étude. Imaginez qu'on fasse cette opération à la grandeur d'un cégep. Avez-vous idée des améliorations qui s'en suivraient sans parler de la réputation de certains programmes qui serait rehaussée ? Enfin, on pourrait dire, l'enseignement, ça compte pour nous.

#### **Entre pratique et politique (s)**

J'ai analysé plusieurs politiques qui existent dans les universités canadiennes. Les politiques sont souvent floues, rarement complètes et si j'avais une recommandation à formuler, ce serait d'élaborer la politique à partir des pratiques ! Parce que les politiques se

litique. Il faut préciser les personnes qui auront accès aux résultats, les types de résultats disponibles et ce que feront ces personnes avec les résultats. C'est ici qu'on distingue le but formatif du but administratif. Les résultats de l'évaluation formative ne devraient être remis qu'aux enseignants évalués et au programme afin d'agir sur l'enseignement. Dans ce dernier cas, on parlera d'informations non nominatives, qui ne peuvent identifier l'enseignant et qui ciblent les aspects positifs et les aspects à améliorer dans l'ensemble d'un programme.

#### **La FNEEQ a revendiqué le principe de transparence dans l'évaluation des enseignements. Comment ce principe peut-il s'actualiser ?**

La transparence des politiques et des pratiques d'évaluation de l'enseignement est certainement l'aspect le plus important. Mais la confiance et le respect des enseignants me semblent encore plus importants. La valorisation du métier d'enseignant doit exister à tous les niveaux. Notre ministère de l'Éducation valorise peu la fonction d'enseigner. J'aimerais parfois les voir à notre place dans une classe. Surtout dans une classe particulièrement difficile. Ce n'est pas facile d'enseigner. Ce n'est pas facile d'enseigner quand ça fait déjà 20 ans qu'on enseigne, que les étudiants changent et qu'on doit s'adapter à ces changements. Ce n'est pas facile d'enseigner quand certains collègues sont blasés ou désintéressés. Ce n'est pas facile d'enseigner quand vos administrateurs veulent vous mettre au pas. Ce n'est pas facile d'enseigner quand votre conjoint, vos parents ou votre enfant souffrent de maladie grave.

La meilleure politique d'évaluation de l'enseignement c'est celle qui est la plus respectueuse des enseignants. C'est celle qui répond aux besoins des enseignantes et des enseignants d'abord, des étudiantes et des étudiants ensuite et des administrations, si nécessaire.

Merci ! ■

## **Afin de procéder à l'évaluation de l'enseignement, il faut**

- 1. Définir ce qu'est l'enseignement dans chaque discipline**
- 2. Élaborer des instruments d'évaluation qui tiennent compte des disciplines et de la conception de l'enseignement**
- 3. Analyser les résultats des évaluations afin d'améliorer la formation des étudiantes et des étudiants**
- 4. Donner la parole à l'enseignante ou à l'enseignant**

d'étudier les énoncés moins bien réussis par un bon nombre d'enseignants. Supposons que les étudiants mentionnent que dans dix cours sur quinze, les examens ne correspondent pas aux aspects importants du cours ou que les questions ne sont pas clairement formulées. Au lieu de dire aux enseignants de corriger cet aspect, le comité du programme pourra analyser les examens donnés dans les différents cours afin de vérifier si l'évaluation des étudiants est juste. S'il constate l'exactitude du propos, le comité pourra demander l'intervention du service pédagogique afin de les aider à formuler plus clairement leurs questions ou à rédiger des questions qui portent sur des aspects importants. C'est ce qu'on appelle améliorer l'enseignement, améliorer la formation des étudiants dans

révèlent souvent des vœux pieux, rarement mises en application, dans lesquelles on a voulu intégrer beaucoup de choses. Quant à les mettre en pratique, cela s'avère ardu. Une politique doit servir à guider l'action. Soit la politique est tellement floue qu'on n'arrive pas à la mettre en pratique, soit la pratique ne reflète qu'un tout petit aspect d'une politique très élaborée et on devra soit supprimer des éléments qu'on avait jugés importants ou encore tenter de mettre en place les actions négligées. Il n'y a pas de guides d'élaboration des politiques d'évaluation de l'enseignement. Tout le monde prend la politique de l'autre et tente de l'améliorer pour lui ! Souvent la réflexion fait défaut. L'accès à l'information ou l'accès aux résultats des évaluations compte parmi les aspects les plus importants d'une po-

# Les cégépiens entrent en guerre contre Harper

Les étudiantes et les étudiants luttent avec acharnement pour que leur soient rendues les sommes d'argent qui leur sont dévolues par le gouvernement fédéral. Nous les avons invités à exposer leur différend dans nos pages.

**Xavier Lefebvre Boucher**

*Président sortant de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)*

Trois mois après avoir lancé leur ultimatum au gouvernement Harper, les étudiants collégiaux du Québec se sont rendus en personne à Ottawa pour lui déclarer la guerre. Alors qu'un rassemblement au pied de la Tour de la Paix marquait l'échéance de l'ultimatum, les 250 étudiants de cégep qui s'étaient massés devant l'édifice central de la colline du Parlement ont énoncé leurs récriminations : « Harper nous fait pas peur ! », « Scandale ! », « Notre argent, c'est maintenant ! ». Les drapeaux blancs sont remplacés par des drapeaux violets : les Québécois (bleu) sont en colère (rouge).

Pour comprendre le fin mot de l'histoire, il faut remonter au 23 décembre 1999, date à laquelle une entente entre Québec et Ottawa mettait fin à un conflit qui a bien fallu coûter 80 M\$ aux étudiants du Québec. En effet, après une bataille fédérale-provinciale, pendant laquelle les étudiants avaient joué un rôle de médiation, les deux gouvernements se sont entendus sur l'utilisation des sommes issues de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire (FCBEM). D'un côté, Ottawa verserait 80 M\$ par an au Québec et, en échange, l'autre partie s'engageait à utiliser ces sommes principalement pour réduire l'endettement étudiant au Québec. Cette entente a pris fin avec la dissolution de la FCBEM, le 5 janvier 2010.



Le gouvernement de Jean Charest est également la cible des étudiantes et des étudiants. Ici, Xavier Lefebvre Boucher, lors d'une manifestation nationale pour réclamer les sommes supplémentaires obtenues par le gouvernement du Québec en vertu du Programme canadien de bourses aux étudiants.

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

En prévision de la dissolution de la fondation, le gouvernement conservateur de Stephen Harper avait annoncé dans son budget de 2008 la création du Programme canadien de bourses aux étudiants (PCBE). Le Québec a ensuite annoncé son intention de faire valoir son droit de retrait de ce programme dans la mesure où le fédéral s'ingère clairement dans un champ de compétence provincial. Quant aux positions de négociation de Québec, concernant les compensations financières, elles ont été acheminées le 27 juillet dernier, soit 5 jours avant la mise en fonction du programme.

Le PCBE possède actuellement un budget de fonctionnement de 507 M\$, ce qui hausse la part du Québec à 118 M\$, soit 38 M\$ supplémentaires que ce qui avait été consenti au programme des bourses du millénaire. Ces sommes représentent un enjeu stratégique majeur pour les étudiants Québécois qui réclament des améliorations d'environ 100 M\$ au programme de prêts et bourses depuis plus de trois ans.

Mais voilà que les cartes sont brouillées par la mauvaise foi du gouvernement Harper qui souhaite comparer les effets du programme québécois de prêts et bourses avec ceux du PCBE, espérant sans doute faire quelques économies au passage. Après de nombreuses tentatives infructueuses de prendre contact avec les députés conservateurs du Québec pour leur faire entendre raison, les étudiants lancent un ultimatum au gouvernement fédéral. Le 8 octobre 2009, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), conjointement avec la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), demande au gouvernement Harper de céder au Québec les 118 M\$ qui lui sont dus avant l'échéance de la FCBEM, faute de quoi, les étudiants « cesseront d'être polis ».

Pendant trois mois, les étudiants de partout au Québec tiendront des séances d'information et se mobiliseront en prévision de l'affrontement qui s'annonce inévitable. Au cours de cette période, les associations étudiantes tirent la conclusion qu'au

cabinet Harper, les étudiants sont *persona non grata*. Aux nombreuses demandes de rencontre, aucune réponse n'émane des bureaux de la plupart des députés conservateurs et quand une réponse est donnée, elle est invariablement négative. Même chose du côté de la ministre responsable, Diane Finley, qui n'est guère plus loquace en chambre malgré l'insistance du député de Repentigny, Nicolas Dufour, qui la talonne incessamment durant la période de questions, depuis trois mois.

À bout de temps et à bout de patience, les étudiants de partout au Québec se sont réunis à Ottawa le 5 janvier dernier pour déclarer la guerre au gouvernement fédéral. Gonflés à bloc et convaincus de leur plein droit, ceux-ci promettent à Stephen Harper de lui en donner pour son argent, tant qu'ils n'auront pas gain de cause. ■



## Le monde l'éducation a rendez-vous en Palestine !

Le Forum mondial éducation (FMÉ) se tiendra en Palestine du 28 au 31 octobre 2010, dans le cadre de la programmation du Forum social mondial. Le forum offrira un espace de débats sur le rôle de l'éducation et de ses impacts économique, social, politique et environnemental, tant au niveau local, que régional et international. Quelque 3 000 délégués discuteront des défis auxquels sont confrontés celles et ceux qui luttent pour la paix et la justice sociale à travers le monde, et plus particulièrement en Palestine.

**La FNEEQ sera de la partie et souhaite qu'une vaste délégation québécoise participe à cet événement. Parce qu'un nouveau monde est possible.**

Site Internet du  
Forum mondial éducation (FMÉ)  
[www.wef-palestine.org](http://www.wef-palestine.org)

Comité d'appui de la Coalition pour la  
paix et la justice en Palestine (CJPP)  
à la mobilisation pour le FMÉ  
[quebec@wef-palestine.org](mailto:quebec@wef-palestine.org)

# Nouvelles en bref

## Et que ça bouge!

Le 23 avril dernier, en vue de mettre de la pression sur le Comité patronal de négociation des collèges (CPNC) et nos patrons locaux dès maintenant afin qu'ils sentent l'urgence de conclure une entente satisfaisante, le regroupement cégep a adopté un plan d'action et d'information s'échelonnant de cette fin de session jusqu'à la rentrée de l'automne 2010. Ce plan comporte trois actions communes : la retenue des notes jusqu'à la date limite pour leur remise, une opération « transferts fédéraux » prévoyant une rencontre des comités exécutifs avec leur direction ainsi qu'une intervention auprès du conseil d'administration. Le 31 août, il y aura un piquetage ferme se terminant dix minutes après le début de l'horaire des cours.

## D'autres moyens d'action locaux visent le même objectif

### Dix minutes plus tard... à Sherbrooke



PHOTO: JOCÉLYNE RENAUD

Le personnel enseignant du cégep de Sherbrooke a participé à une activité de visibilité le 4 mai dernier. Le travail des membres du comité de mobilisation en soutien au comité exécutif syndical a permis de mobiliser un nombre considérable d'enseignantes et d'enseignants. Plusieurs membres de la CSN-ESTRIE étaient venus appuyer les enseignantes et les enseignants, y compris le président du conseil central, Jean Lacharité. Notons aussi la participation du président de la FNEEQ-CSN, Jean Trudelle, qui s'est déplacé de Montréal pour soutenir l'action : « la fédération appuie votre action et s'en inspire pour les moyens de pression à venir » a-t-il souligné. Le personnel enseignant a envoyé un message clair à la direction du cégep et est déterminé à obtenir une convention satisfaisante et signée afin de maintenir un enseignement de qualité.

## Au collège de Maisonneuve



Le jeudi 13 mai, des dizaines de profs ont attiré beaucoup de regards et ont suscité bien des questions de la part des étudiantes et des étudiants en procédant à la correction de travaux et d'essais à la cafétéria du Collège de Maisonneuve. Portant fièrement un t-shirt avec la mention *Prof en correction*, les enseignantes et les enseignants ont discuté et exposé les raisons de la tenue de cette activité.

## Au cégep de Saint-Laurent...

Invités à venir corriger les travaux des étudiantes et des étudiants dans le grand hall, environ 50 profs ont répondu à l'appel du syndicat des professeur-es du cégep. Ainsi, à l'heure du lunch, le mardi 11 mai, les cégepiens ont pu voir une face cachée de la tâche des enseignantes et des enseignants de cégep : la correction! Armés de leurs stylos et de leurs dictionnaires, les profs ont corrigé, annoté et évalué les travaux et les examens.



# AQPC

2, 3 ET 4 JUIN 2010  
HÔTEL DELTA | SHERBROOKE  
COLLÈGE HÔTE : CÉGEP DE SHERBROOKE

30<sup>e</sup> COLLOQUE ANNUEL

## SAVOIRS ET PRATIQUES : UN TANDEM GAGNANT

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

[WWW.AQPC.QC.CA](http://WWW.AQPC.QC.CA)

TÉLÉPHONE : 819 371-9277

TÉLÉCOPIEUR : 819 371-1265

[COLLOQUE@AQPC.QC.CA](mailto:COLLOQUE@AQPC.QC.CA)

de Sherbrooke  